

Werk

Titel: >>La maison, l'occupation, c'est une situation que nous avons créée, un territoire...

Autor: Kiani, Sarah

Ort: Duisburg ; Essen

Jahr: 2010

PURL: https://resolver.sub.uni-goettingen.de/purl?636201856_0004 | LOG_0008

Kontakt/Contact

Digizeitschriften e.V.
SUB Göttingen
Platz der Göttinger Sieben 1
37073 Göttingen

✉ info@digizeitschriften.de

Sarah Kiani

« La maison, l'occupation, c'est une situation que nous avons créée, un territoire que nous avons libéré... »¹ Quand le Mouvement de Libération des Femmes de Genève prend la forme d'un mouvement urbain

Un matin d'août 1976, dans le quartier des Grottes à Genève, un bulldozer détruit un café désaffecté occupé depuis trois mois par le « Mouvement de Libération des Femmes » (MLF) de Genève. Affligées et fatiguées par des mois de luttes pour obtenir un lieu de rencontre, un « Centre Femmes », les occupantes assistent impuissantes à cette manifestation de force de la ville de Genève. Deux jours plus tard, elles ripostent avec truelles et ciment par le « murage » symbolique de l'entrée du Conseil d'administration, sous les yeux amusés des manifestant-e-s venu-e-s les soutenir et des médias qui suivent cette affaire depuis quelques mois déjà.

Cette occupation est un symbole fort pour le « Mouvement », actif à Genève depuis cinq ans. Le MLF de Genève apparaît en 1971, trois ans après la constitution d'un mouvement analogue à Zürich, appelé « Frauenbefreiungsbewegung » (FBB). Ces groupes de femmes se créent en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis à peu près dans la même période et correspondent à ce qui a été défini comme une deuxième vague de féminisme, dans la continuité des mouvements protestataires de 1968. En Suisse, les groupes se constituent localement, généralement reliés à une ville ou à un canton² et ont relativement peu de contacts entre eux en raison de

¹ Marianne M., Le pluralisme nécessaire, dans : Tout va bien, 29 (1976).

l'importante décentralisation de la Suisse.³ Le MLF de Genève est l'un des groupes qui a le plus intéressé les chercheuses en Suisse,⁴ en raison de la disponibilité des sources d'une part et d'autre part en raison de son importance dans le paysage des MLF romands, tant par le côté spectaculaire de ses actions que par la quantité de ses membres. D'un point de vue théorique, les chercheuses et les chercheurs qui se sont intéressés au nouveau mouvement des femmes l'ont intégré au vaste champ de recherche concernant les « mouvements sociaux ».

Les formes de protestations du mouvement des femmes post 68 se détachent des pratiques habituelles des féministes de la première génération.⁵ Ces dernières, surtout actives sur la question du droit de vote obtenu au niveau fédéral en 1971, privilégient le dialogue avec leurs adversaires et possèdent une vision des rôles de genres plutôt traditionnelle, basée sur la complémentarité. Le mouvement féministe de la première heure ne descend généralement pas dans la rue et n'utilise pas d'actions provocatrices. Les pratiques militantes du MLF de Genève sont tout autres. En effet, les féministes du MLF investissent l'espace public, qu'elles considèrent trop souvent réservé aux hommes : elles manifestent bruyamment dans les rues, sprayent les murs et parfois leurs adversaires, s'invitent là où elles

² Les grandes villes universitaires de Suisse ont généralement vu la création d'un groupe urbain se réclamant du nouveau féminisme sous la bannière « Mouvement de Libération des Femmes » (MLF) ou « Frauenbefreiungsbewegung » (FBB). Certains cantons principalement ruraux comme le Valais ou les Grisons ont également vu apparaître des groupes de femmes plus restreints au niveau cantonal.

³ Pour une étude des liens entre les groupes du nouveau féminisme en Suisse, voir : Sarah Kiani, La collaboration nationale entre les mouvements néo-féministes en Suisse. Modalités, stratégies et difficultés d'un travail commun, mémoire de licence réalisé sous la direction de Kristina Schulz, Université de Lausanne, 2008.

⁴ Voir principalement, Julie de Dardel, Révolution sexuelle et mouvement de libération des femmes à Genève (1970–1977), Lausanne 2007 et Carole Villiger, « Notre ventre leurs loi ! » Le mouvement de libération des femmes à Genève, Neuchâtel 2009.

⁵ Pour une étude des liens entre le mouvement des femmes traditionnel et le nouveau mouvement des femmes, voir : May B. Broda / Elisabeth Joris / Regina Müller, Die alte und die neue Frauenbewegung, dans : Dynamisierung und Umbau. Die Schweiz in den 60er und 70er Jahren, Zürich 1998, pp. 201–226.

ne sont pas invitées et, lors de l'été 1976, occupent.⁶ Cette pénétration des femmes dans l'espace public, afin d'y revendiquer plus de justice, peut être vue comme l'investissement d'un espace dont elles ont longtemps été exclues : dans cette action de prise de possession de la sphère publique réside donc une force critique essentielle.

Cette contribution a pour but d'insérer l'occupation du Café Papillon par le MLF dans la perspective des luttes urbaines de la seconde moitié du XX^e siècle à Genève. En effet, cette occupation ne peut être comprise uniquement comme une forme de protestation typique d'un mouvement social issu de 68, mais dans le contexte spécifique du plan urbain genevois du XX^e siècle et des résistances qui lui ont été opposées, mettant en scène des conceptions plurielles de la ville. Pour cela, nous allons nous appuyer sur la notion de « mouvement urbain » pour démontrer que l'occupation par le MLF d'un local de la ville s'ancre non seulement dans une revendication féministe, mais aussi dans une revendication plus globale d'appropriation de la ville par ses habitants, dans la continuité des luttes de l'époque à Genève.

Nous comprenons ici les « mouvements urbains »⁷ comme des mouvements sociaux composés de citoyen-ne-s qui tentent d'obtenir un contrôle sur leur environnement urbain. La première vague de ces mouvements s'est développée à la fin des années 1960 et durant les années 1970, en Europe et en Amérique du Nord. Ces mouvements considèrent la ville comme le résultat d'un rapport de

⁶ Au sujet des formes de protestation du MLF de Genève dans l'espace public, voir : Carole Villiger, *Formes d'intervention du Mouvement de Libération des Femmes de Genève dans l'espace public (1971–1980)*, dans : Jannick Marina Schaufelbuehl (Ed.), 1968–1978. Une décennie mouvementée en Suisse, Zürich 2009, pp. 221–233.

⁷ Nous préférons dans cette contribution l'utilisation de « mouvement urbain » à celle de « mouvement social urbain ». Selon l'auteur Chris Pickvance, le terme de « mouvement social urbain » est surtout symbolique, car il a été créé suite à la volonté d'un groupe de chercheur-e-s de se distancer des formes politiques traditionnelles, des institutions et des organisations non gouvernementales, sans qu'il n'y ait véritablement d'implications analytiques.

forces entre des visions antagonistes et des intérêts opposés, entre ceux qui dirigent et ceux qui vivent dans la ville.

Dans un premier temps, cet article va s'attacher à décrire l'occupation du Café Papillon par le MLF en été 1976, en s'intéressant également aux événements qui l'ont précédée et qui ont mené à l'occupation. Dans un second temps, nous allons nous intéresser à la spécificité du quartier des Grottes en tant que lieu de tensions urbaines et de cristallisation des luttes à Genève. Les initiatives des habitant-e-s seront évoquées, ainsi que les conceptions idéologiques qui sous-tendent leurs luttes. Enfin, nous allons insérer l'action du MLF dans le contexte des mouvements urbains de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

Le MLF de Genève

Le MLF de Genève, comme tous les mouvements féministes des années 1960 et 1970 en Europe et en Amérique du Nord, hérite des idées et de l'esprit des mouvements contestataires de 1968. Malgré qu'il ait été démontré que c'est aussi en opposition aux groupes de la Nouvelle Gauche que les femmes se sont organisées de manière autonome,⁸ plusieurs similitudes peuvent être relevées. Ces similitudes se retrouvent dans le MLF de Genève, dont on trouve les premières traces en tant que groupe organisé en 1971 : la volonté de changer la société radicalement, dans ses fondements et principes, l'importance de politiser le quotidien et la réalisation d'actions spectaculaires dans l'espace public en sont des exemples.

En Suisse, ces féministes de la seconde génération abordent des thèmes résolument nouveaux par rapport à celles qui les ont précédées : la libération des femmes doit passer par la libération de leur corps et de leur sexualité. Les femmes doivent se réapproprier leur corps, principalement par le contrôle de leur fécondité. Ainsi le thème majeur des luttes du MLF de Genève est le droit à l'avortement libre et gratuit. Cette problématique est celle qui accompa-

⁸ Voir par exemple, Julie de Dardel, *Révolution sexuelle*, op. cit.

Sarah Kiani

gnera le mouvement durant les années où il sera le plus actif, jusqu'à la fin des années 1970 environ. Le MLF de Genève se constitue de manière informelle et décentralisée, afin d'éviter de reproduire les hiérarchies internes que beaucoup de membres ont vécu au sein des groupes de la Nouvelle Gauche, dans lesquels elles ont milité. Elles choisissent également d'évoluer dans un cadre non mixte, afin d'être elles-mêmes les actrices de leur libération, mais aussi pour parler plus librement. Le MLF de Genève est constitué de plusieurs groupes qui travaillent sur des thématiques différentes, telles que le salaire ménager, la santé des femmes, l'homosexualité et bien sûr l'avortement. Il fonctionne également sur le modèle américain du « consciousness raising », fondé par les pionnières du « Women's Liberation Movement » : ce modèle a pour but de rendre les femmes « conscientes » de leur situation en créant des groupes de paroles dans lesquels elles racontent leurs expériences, même les plus personnelles, permettant ainsi de rendre visibles les signes de leur oppression.

Le Centre Femmes

Le « Centre Femmes » du MLF de Genève est créé en 1974 dans le quartier des Pâquis. Ce lieu est exigu et abrite principalement des réunions internes au groupe. Dès 1975, le MLF entreprend des démarches afin d'obtenir un nouveau « Centre Femmes », lieu de rencontres pour toutes celles qui voudraient venir discuter ou s'informer, sur le modèle d'autres villes européennes. Elles forment une association, « Association pour un Centre Femmes », composé de femmes du mouvement ou proches de celui-ci. En premier lieu, elles formulent une simple demande à la ville de Genève afin de disposer d'un local à loyer réduit. La ville répond que la demande sera examinée, puis à l'automne 1975 refuse en précisant qu'il n'y a pas de local à disposition. Selon l'« enquête interne » des femmes du

MLF,⁹ ce manque de place à disposition ne correspond pas à la réalité. Au mois de novembre 1975, un groupe de femmes se rend directement dans le bureau du conseiller administratif en charge de l'affaire afin de lui faire remarquer que des locaux disponibles existent. Suite à cela, la ville demande aux requérantes de préciser leurs besoins, ce qu'elles font, sans obtenir de réponse. Les militantes décident plus de trois mois plus tard de faire circuler une pétition afin d'obtenir le soutien des habitant-e-s de la ville : celle-ci est remise avec environ mille cinq cents signatures au Conseil Municipal. Toujours sans nouvelles, les femmes du MLF décident d'accélérer la situation en investissant un café désaffecté dans le quartier des Grottes, le Café Papillon. Elles le remettent en état, le décorent d'affiches et d'étoffes et l'occupent jour et nuit.



Photo de la collection personnelle de Viviane Gonik, Genève.

⁹ Archives contestataires, Dossier occupation Centre Femmes aux Grottes, S4/SS38/D78, Journal de l'occupation, historique des démarches entreprises par le MLF pour obtenir un Centre Femmes.

Occupation du Café Papillon

L'affaire commence dès lors à prendre une véritable ampleur. La presse s'intéresse au sujet et de nombreux articles de journaux paraissent. L'occupation, comme nous allons le montrer dans la suite de cette contribution, dans cette période et dans ce quartier, constitue un signal fort tant pour les habitant-e-s que pour la ville. En effet, depuis les années 1930 déjà, la ville de Genève achète peu à peu tous les immeubles du quartier des Grottes – quartier ouvrier et pauvre à la réputation mauvaise – et interdit toute rénovation des lieux en vue de construire un complexe immobilier à l'Américaine. C'est dans ce quartier que le mouvement urbain prend forme à Genève, avec une déferlante de squattages et de lieux autogérés, accompagnés du bal incessant des occupations et des évacuations.

L'occupation débute le 1er mai 1976. Le Café désaffecté est voué à la démolition et dans un état plutôt délabré. Les femmes nettoient les lieux, les décorent d'affiches et de meubles, avec l'aide d'un artisan du quartier.¹⁰ Les activités du Centre démarrent et aux rendez-vous d'informations succèdent des moments festifs, comme le racontent les femmes dans leur « Journal de l'occupation » : « Nous faisons beaucoup de choses : fichier de gynécologues et de pédiatres, test de grossesses, self-help, discussions, [...] nous passons un film vidéo, on fait notre chanson sur l'occupation, on chante, on fait de la musique, on bouffe, on dort, on fait des journaux muraux pour informer les gens du quartier de ce qui se passe [...] ».¹¹ La ville de Genève réagit rapidement face à cette situation et se déclare d'accord de fournir des locaux aux occupantes, à condition qu'elles libèrent les lieux dans un délai de quelques jours. Les locaux prévus sont visités par une délégation du MLF qui les jugent à sa convenance, à un détail près : ils abritent le Parti du Travail encore jusqu'à la fin de l'année. Les occupantes, dans une lettre adressée à la maire

¹⁰ Café des Grottes occupé par le MLF, Solution en vue ?, La Tribune de Genève, 6 mai 1976.

¹¹ Journal de l'occupation, op. cit.

de Genève, font part de leur désir de rester dans un café où « elles ne gênent personne », ¹² étant donné qu'il est voué à être détruit, en attendant de déménager dans les nouveaux locaux. Des locaux provisoires sont proposés au MLF, mais après les avoir visités, celles-ci refusent de s'y installer, même provisoirement, en raison de leur état de vétusté, ainsi que le rapportent ces propos de l'une des protagonistes : « les locaux [...] sont inacceptables, voire même dangereux, étant donné leur état : il s'agit de deux pièces de huit m² chacune, reliées par un étroit escalier en colimaçon, la pièce du dessus présente des trous au plancher et au plafond. En outre, il n'y a pas de WC ». ¹³ Suite à ce refus, le Conseil administratif décide de déposer une plainte contre le MLF pour occupation illicite de locaux.

« Les femmes construisent, la ville démolit » ¹⁴

L'histoire se termine brutalement : au mois d'août, un peu plus de trois mois après le début de l'occupation, la ville coupe l'eau chaude et l'électricité de bon matin. Puis, sans autre forme de cérémonie, les dépendances du Centre Femmes sont détruites au bulldozer et les issues sont murées, sous les yeux de passant-e-s et de femmes du Centre, silencieux-ses. La circulation est coupée et plusieurs policiers surveillent les opérations. L'évacuation du Centre Femmes n'est pas en soi une surprise car malgré un faible espoir, les occupantes s'y attendent depuis la plainte de la ville. De plus, les autorités prétendaient vouloir récupérer les locaux pour leurs propres besoins dans le domaine de la voirie, prétextant que les femmes n'utilisaient pas le lieu en été, ce qui a été démenti par les occupantes. Une dizaine de jours avant la destruction, la Tribune de Genève évoque clairement les intentions de la ville : « Questionné sur

¹² Le MLF aura-t-il son Centre femmes ?, La Tribune de Genève, 6 mai 1976.

¹³ Café occupé par le MLF ; le Conseil administratif porte plainte, La Tribune de Genève, 8 mai 1976.

¹⁴ Slogan du MLF lors de la manifestation pour protester contre la destruction du Centre Femmes, le 12 août 1976.

la procédure d'évacuation du Centre, M. Ketterer¹⁵ n'en précise pas la date, mais se borne à signaler que la ville, en vertu de son droit de propriété, a le droit de récupérer ses locaux, d'évacuer le matériel qui s'y trouve pour y entreposer, le cas échéant, son propre matériel. »¹⁶ La presse souligne que l'action de destruction du Centre par la ville a principalement été motivée par la peur de créer un précédent et encore plus dans le quartier des Grottes, comme le souligne le journal « Le Courrier » : « On croit d'ailleurs que ce n'est pas tellement les femmes qui déplaisent par leur action, mais bien plutôt parce que l'occupation avait lieu aux Grottes, quartier sacro-saint voué à la démolition. »¹⁷ Même si les femmes s'attendaient à une évacuation, elles restent surprises, tout comme la presse, par une telle démonstration de force : « La ville a voulu tuer une mouche avec un canon ! »¹⁸ déclarent-elles lors d'une conférence de presse organisée le lendemain. De son côté, une partie de la presse semble partager une telle opinion, d'autant plus que la ville avait déclaré ne pas tenir à une épreuve de force : « [...] en utilisant la force publique et un bulldozer n'a-t-on pas écrasé un œuf avec un éléphant ? »¹⁹

En dehors d'un certain appui de la presse et de l'opinion publique, les femmes du MLF trouvent du soutien auprès de la population des Grottes qui comprennent peut-être encore mieux que d'autres la situation dans laquelle se trouvent les occupantes. En particulier, l'« Action populaire aux Grottes » (APAG), sur laquelle nous reviendrons dans cette contribution, groupe qui lutte pour éviter la destruction des Grottes, soutient publiquement le MLF dans un communiqué au lendemain de la destruction. Nous

¹⁵ Claude Ketterer était le chef du service immobilier de Genève.

¹⁶ L'accès du « Centre femmes » des Grottes sera-t-il muré par les autorités municipales ?, La Tribune de Genève, 3 août 1976.

¹⁷ Evacuation du Centre-femmes : Ne pas créer un précédent !, Le Courrier, 11 août 1976.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Epilogue d'une occupation aux Grottes : Le « Centre Femmes » détruit à la pelle mécanique..., La Suisse, 11 août 1976.

reviendrons également plus tard sur la signification que l' APAG, en tant que mouvement urbain, accorde à l'action de la ville dans cette affaire.

La conférence de presse le jour suivant la destruction est l'occasion pour les femmes d'exprimer leur colère face à la répression de la ville : « M. Ketterer et la ville ont déclaré ne pas vouloir refaire le Prieuré ;²⁰ de ce fait, ils montrent leur vrai visage et quelles mesures ils entendent prendre pour les femmes... »²¹ Le lendemain, un cortège composé de femmes de divers horizons et de sympathisant-e-s s'ébranle de Rive à la rue Verdaine à Genève, avec calicots, tambours et mégaphone. Devant le Conseil d'administration, une partie du groupe se détache et, muni de truelles, de ciment et de briques, mure avec enthousiasme son entrée, en scandant « les femmes construisent, la ville démolit. » Cette image de femmes qui s'improvisent maçonnes sous les yeux d'une partie du cortège, restera l'une des plus marquantes de l'affaire : c'est cette image qui sera reproduite dans les journaux, les articles et les livres qui traitent de cette histoire, jusqu'à aujourd'hui. Elle suggère avec poésie la colère des femmes et la violence ressentie face à la barrière de briques qui évoque autant de barrières symboliques imposées par les autorités.

Epilogue

« Au début de l'été tout laissait à croire que nous avions gagné une manche : la maison des Femmes était ouverte et nombreuses étaient les nouvelles compagnes qui en savaient le chemin, qui en connaissaient le plaisir et la nécessité. [...] C'est à ce moment pourtant que notre boussole s'est faussée, et la dérive n'était pas plaisir. [...] Une semaine plus tard passait le bulldozer, et nous restions coites devant cette violence froide. [...] Le pouvoir peut chanter victoire,

²⁰ Il s'agit d'un bâtiment squatté neuf mois en 1972, puis évacué et détruit par des bulldozers.

²¹ Le Courrier, 11 août 1976.

Sarah Kiani

hélas : non pas tant pour avoir réussi à ‘évacuer les lieux’ (piètre gain) mais pour avoir su anesthésier notre force créatrice, notre unité, notre joie. »²²

Ainsi que les propos de cette militante du MLF le rapportent, bien que le Centre Femmes ouvre ses portes en 1977, dans l’ancien local du Parti du Travail, l’enthousiasme n’est plus ce qu’il était. La destruction du Centre du Café Papillon a laissé place à des divisions internes qui ont certainement une part dans l’échec relatif de l’expérience sur un terme plus ou moins long. En effet, en plus du malaise qui semble imprégner les relations internes, le Centre ne rencontre pas le succès escompté et les femmes ne se pressent pas pour y venir. En 1980, il est repris par des volontaires et devient un lieu de permanence pour plusieurs groupes. L’évolution du MLF en cette fin des années 1970, est caractéristique des changements structurels vécus par le mouvement des femmes de deuxième génération. Vers la fin de la période de mobilisation, le mouvement semble changer de forme pour se caractériser par sa multiplication en plusieurs projets et organisations. Ces projets se focalisent souvent sur la violence à l’encontre des femmes et des organisations se mettent en place sur le thème du viol ou des femmes battues. A Genève, s’ouvre « Terre des Femmes » en 1977, groupe bénévole d’aide aux femmes battues et en 1978, « Solidarité Femmes en Détresse ».

Le quartier des Grottes : A qui appartient la ville ?

A Genève, un mouvement critique des rapports de pouvoir au sein de la ville prend sa source dans les années 1970. Au cœur des luttes, se trouve le quartier des Grottes. En effet, comme nous l’avons déjà évoqué dans cette contribution, celui-ci est menacé de destruction depuis les années 1930 déjà. Un mouvement de résistance important va se créer pour sauvegarder le quartier des projets de la ville. Mais le mouvement squat qui démarre à Genève ne peut être com-

²² Lettre de Pernelle à Nicolas, dans : Tout va bien, 31 (1976).

pris uniquement comme une réaction au plan de rénovation des Grottes. En effet, il faut comprendre la mobilisation comme l'émergence d'une *critique* qui prend sa source dans les mouvements de 1968. Une critique profonde des rapports de pouvoir et d'une forme de normalisation contenue dans l'aménagement urbain même, imposée par la société sur les modes de vies des habitant-e-s. Le mouvement squat s'inscrit dans la lignée des tentatives autogestionnaires de la fin des années 1960, à l'usine ou dans les communautés de vie. La notion d'un habitat alternatif et convivial est défendue. Plus encore, le mouvement se fonde sur une critique de la propriété privée et de l'ordre libéral. Cette critique profonde se donne à voir de diverses manières et dans divers lieux. L'expérience, en 1972, du squat du Prieuré à Genève, dans le quartier des Pâquis en est un exemple. Ce squat est l'un des premiers à avoir expérimenté une forme de vie alternative et sera considéré comme l'un des précurseurs des projets de logements alternatifs qui suivront. Malgré sa destruction au bulldozer après quelques mois uniquement, les squatteurs ne se découragent pas de continuer leurs actions, bien au contraire. Les premières années d'activités du mouvement sont particulièrement médiatisées, ce qui engendre une certaine « publicisation » de leur critique, relativement bien reçue par l'opinion. Cette dynamique de la mise en place d'une critique et sa « publicisation » peut être résumée selon les termes de Luca Pattaroni: « Les occupations particulièrement médiatisées caractéristiques du début du mouvement [...] ont été l'occasion de 'mobiliser un public' en rendant visibles certaines dérives qu'il s'agissait de combattre (destruction du tissu traditionnel, spéculation) et en exhumant les 'biens communs' à ce public (convivialité, solidarité). »²³

La ville de Genève possède, au début des années 1970, 75 pour cent des immeubles dans le quartier des Grottes et a pour projet de

²³ Luca Pattaroni, *La ville plurielle : Quand les squatters ébranlent l'ordre urbain*, dans : Michel Basand, Vincent Kaufman et Dominique Joye (Eds.), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne 2007, p. 298.

Sarah Kiani

passer de 2.500 habitant-e-s à 15.000.²⁴ Les premières mobilisations d'oppositions à ce projet voient le jour au sein de l'association d'habitant-e-s du quartier à laquelle se joignent des militant-e-s d'extrême gauche. L'« Association populaire aux Grottes » (APAG) se forme. Elle base son action sur deux critiques : la première se concentre sur les autorités genevoises qui se soucient peu du sort des habitant-e-s qui devraient pourtant pouvoir être les acteur-ices de leur mode de vie et la seconde concerne la destruction de ce quartier populaire et ainsi d'un style de vie qui va à l'encontre d'un certain formatage urbain.²⁵

L'occupation du Centre Femmes par le MLF est l'une des premières occupations aussi bruyantes et médiatisées du quartier. Il semblerait qu'elle ait été l'un des détonateurs permettant à plusieurs occupations de suivre le mouvement, en particulier durant les années 1977–1978 qui voient de nombreuses occupations et évacuations, parfois brutales. Une ambiance particulière se crée aux Grottes : « Une sorte de village est né. Nous étions 200 squatters et avec la population immigrée, l'ambiance était quasi napolitaine »,²⁶ se souvient cet ancien participant au mouvement.

Les militant-e-s des Grottes alternent plusieurs expériences de modes de vies alternatifs et conviviaux, sous la forme de crèches autogérées, de friperies et de bistrots. Le mouvement se veut une critique de la standardisation des modes de vies, mais aussi une critique du fonctionnement capitaliste et de la spéculation immobilière. Il est ainsi partagé entre des personnes issues de l'extrême gauche, très politisées et basant leur action sur la critique sociale et une autre partie de personnes qui cherchent plutôt un mode de vie alternatif.

Le quartier des Grottes est presque entièrement géré par les squatteurs au début des années 1980, années où, sous la pression de

²⁴ Ibid., p. 299.

²⁵ Ibid.

²⁶ Olivier de Marcellus, cité dans « Le Courrier », 14 septembre 2007.

ces dernier-ère-s, la ville fait marche arrière et accepte de se contenter de rénovations légères afin de conserver l'esprit du quartier.²⁷

Quand le MLF devient un mouvement urbain

L'APAG et le MLF, lors de l'occupation du Centre Femmes, partagent assurément un certain nombre de conceptions. L'APAG soutient le MLF sans forcément qu'il ne relève l'importance de cette occupation pour la lutte féministe, alors que les militantes la présentent comme s'inscrivant dans de telles luttes. La position de l'APAG est clairement expliquée dans le communiqué qui fait suite à la destruction du centre : « Pour nous, ce geste est une intimidation volontaire qui s'inscrit dans la politique de démolition systématique et aveugle de notre quartier. Nous nous élevons vivement contre ces pratiques qui consistent à détruire des immeubles dans tous les coins du quartier [...]. Cette démolition brutale nous montre également comment nos autorités négocient. [...]. Les habitants, inquiets, se demandent comment ils seront délogés si un jour ils s'opposent à la restructuration et à la démolition de leur quartier, de leur immeuble. »²⁸ Si l'action des femmes aux Grottes, comme la précise cette militante, « contient la pratique du mouvement des femmes dans ses éléments essentiels »,²⁹ elle contient également des pratiques qui, même si elles ne sont pas ou peu présentées comme telles par le MLF, contiennent en germe celles qui s'insèrent dans le courant des revendications des mouvements urbains dont l'APAG fait partie.

²⁷ A la fin des années 1970, des associations qui ont pour but de permettre un meilleur contrôle des habitant-e-s sur leur environnement urbain apparaissent à Genève, notamment dans le domaine des transports. Se créent en 1976, la « Communauté d'intérêt pour les transports publics » (CITRAP), en 1979 l'« Association pour des pistes cyclables » (ASPIC) ainsi que l'« Union genevoise des piétons » (UGP) en 1980, voir : Dominique Gros, *Dissidents du quotidien, la scène alternative genevoise, 1968–1987*, Lausanne 1987.

²⁸ Communiqué de l'APAG, 13 août 1976.

²⁹ Marianne M., *Le pluralisme nécessaire*, op. cit.

Sarah Kiani

L'espace urbain³⁰ concentre sur son territoire différentes significations et est modelé par des rapports sociaux. Des modifications structurelles survenues entre les années 1940 et 1970 environ en Europe ont été la base de la mise en conflit d'intérêts antagonistes et ont permis l'émergence de mouvements urbains. Ces modifications sont le résultat de la visibilisation des limites du modèle fordiste, ainsi que le souligne Margrit Mayer : « The rigidities of the production structure and the rising costs and destructive side effects of mass production and mass consumption, as well as the politicization of those costs and effects, slowed growth rates and triggered social conflicts and movements. With growth declining and loyalties dwindling, the technical and social limits of this growth model become apparent, and Fordist modes of regulation became dysfunctional. »³¹ Selon Hans Pruijt, les revendications des mouvements urbains se classent en deux catégories : une première qui revêt une dimension « pratique », par exemple les problèmes liés aux pénuries de logements, au fossé grandissant entre les salaires et les loyers et la négligence des lieux par les propriétaires et une seconde liée à l'aménagement urbain, principalement la destruction d'espaces de vies appréciés par les habitant-e-s. Le mouvement qui apparaît à Genève dès les années 1970 revendique des éléments de ces deux dimensions, bien que la seconde soit particulièrement centrale, surtout en ce qui concerne les Grottes. Margrit Meyer résume ainsi les préoccupations des mouvements urbains des années 1970 et 1980 : « Centered around resistance to urban renewal and the uneven distribution of resources and power and linked to 'rising

³⁰ Nous aimerions toutefois souligner ici qu'une séparation stricte entre l'espace urbain et rural qui considère ce dernier comme obéissant à des logiques et des structures de pouvoir différentes ne semble pas pertinente : voir notamment Max Henninger, *Zur Transformation des Urbanen. Forschungsbefunde und Fragen*, dans : *Sozial.Geschichte Online*, 3 (2010), pp. 28–55, point 6.

³¹ Margrit Mayer, *Urban Movements and Urban Theory in the Late 20th Century City*, dans : Sophie Body-Gendrot / Bob Beauregard (Eds.), *The Urban Moment: Cosmopolitan Essays on the Late 20th Century City*, Londres / New York 1999, p. 210.

expectations' and political openings, the urban movements of the 1970s and the 1980s were part of a broader social mobilization in the aftermath of the various 1960s movements. »³²

Les formes protestataires choisies par les mouvements urbains sont larges et souvent les mêmes que celles utilisées par les autres mouvements sociaux. Toutefois, des formes d'actions sont caractéristiques : le développement d'espaces alternatifs, tant du point de vue du mode de vie que de la structure économique, et l'occupation. C'est sur ces deux formes d'actions principalement que l'occupation du Café Papillon aux Grottes par le MLF peut être lue comme une action protestataire typique d'un mouvement urbain. Le travail de rafraîchissement fait par le MLF lui-même afin de rendre les lieux habitables évoque quant à lui une volonté autogestionnaire de la part des initiatrices. Ces formes d'actions s'ancrent principalement dans deux revendications : une première de type féministe et une seconde concernant un mode de vie alternatif, plus convivial et solidaire, inspiré de logiques autogestionnaires.

Les revendications du MLF auprès des autorités pour obtenir un Centre Femmes, s'ancrent dans une argumentation féministe. Elles invoquent le besoin d'obtenir un espace qui soit réservé aux femmes afin de parler des problèmes juridiques qui les concernent, des problèmes liés à la maternité et aux crèches, de dispenser des informations sur les structures médico-sociales existantes en cas de difficulté et d'offrir la possibilité de discuter dans des groupes de conscience.³³ Leur demande se focalise sur l'obtention de locaux pour organiser leur lutte et s'ouvrir aux autres femmes. Dans ces demandes concrètes, on ne trouve pas de trace de revendications qui portent sur l'aménagement urbain de Genève et des menaces qui pèsent sur le quartier des Grottes. C'est en particulier à partir de l'occupation que le MLF va s'inscrire dans la lignée des actions des mouvements urbains et en particulier sur la question de la mise en

³² Ibid., p. 209.

³³ Archives contestataires, Dossier occupation Centre Femmes aux Grottes, S4/SS38/D78, Lettre de l' « Association pour un Centre Femmes », décembre 1976.

Sarah Kiani

place d'un mode de vie alternatif et plus convivial. En effet, en occupant, les femmes s'emparent d'une forme contestataire typique des mouvements urbains, remettant en cause la propriété privée et les rapports de pouvoir au sein de la ville. L'action d'occuper permet de « libérer un territoire », d'inventer un espace, comme l'écrit cette femme dans le mensuel d'extrême gauche « Tout va bien » : « Cette maison des femmes que nous avons prise, que nous avons inventée, elle est bien plus qu'un local pour nous réunir et nous y parler. La maison, l'occupation, c'est une situation que nous avons créée, un territoire que nous avons libéré ; une 'action exemplaire' disait-on en 1968... ».³⁴



Photo de la collection personnelle de Viviane Gonik, Genève.

³⁴ Marianne M., *Le pluralisme nécessaire*, op. cit.

Solidarité et convivialité

Le mouvement squat qui voit le jour à Genève s'élève contre les pratiques de spéculations immobilières, mais aussi contre la destruction des liens et d'une forme de solidarité entre les habitant-e-s.³⁵ Un mode de vie basé sur une ouverture aux autres, un soutien mutuel entre voisin-e-s, est revendiqué. Cette thématique se retrouve lors de l'occupation par le MLF. Dans leur « journal de l'occupation », les femmes font état de plusieurs actions afin de mieux connaître les habitant-e-s du quartier et d'obtenir leur aide. Certain-e-s habitant-e-s des Grottes semblent soutenir le Centre Femmes dans le quotidien : « Nous constatons que les gens du quartier nous aiment bien : on nous amène des fleurs, des sous, des sourires, on nous prête des tables, une cuisinière, des chaises, on nous offre de bons 'spaghettis' à manger. »³⁶

Des fêtes sont régulièrement organisées. L'une d'elles, sur la place des Grottes, est relatée dans le journal « La Suisse » : « Samedi entre 16 heures et 20 heures, la place des Grottes s'est subitement transformée en podium de fête populaire. Les femmes qui occupent depuis une semaine un café du quartier ainsi que les membres de l'Action populaire aux Grottes (APAG) ont ainsi voulu convier la population voisine à manifester son soutien aux femmes qui revendiquent des locaux pour leurs activités. »³⁷ Dans leur journal, les femmes racontent cette fête comme un moment important de convivialité : « Samedi après-midi nous faisons une fête sur la place du quartier. C'est vraiment la fête et c'est très chouette. Un groupe de copains nous exprime leur soutien en nous donnant un coup de main : c'est très sympa de leur part. La fête est ouverte à tout le monde : femmes, enfants et hommes. »³⁸

³⁵ Luca Pattaroni, *La ville plurielle*, op. cit., p. 14.

³⁶ Archives contestataires, Dossier occupation Centre Femmes aux Grottes, S4/SS38/D78, Journal de l'occupation.

³⁷ La Suisse, 9 mai 1976.

³⁸ Archives contestataires, Dossier occupation Centre Femmes aux Grottes, S4/SS38/D78, Journal de l'occupation.

Sarah Kiani

Le thème de la solidarité est décliné de deux manières : premièrement, une solidarité avec les autres citoyen-ne-s et deuxièmement une solidarité entre les femmes qui fréquentent le centre. Lors de la destruction du Centre Femmes par les autorités de la ville de Genève, les occupantes s'élèvent contre ces pratiques de violence qui ont déjà eu lieu lors de précédentes occupations: « La seule chose que la ville sache rétorquer à des citoyens ayant des besoins légitimes est la destruction. »³⁹ La destruction est également assimilée à une pratique de domination et de violence qui, pour les femmes du MLF, peut être comparée à celle que vivent les femmes au quotidien : « Ce centre était un lieu de rencontres et d'échanges pour toutes les femmes [...]. Sa destruction constitue une violence qui s'ajoute à celle que nous les femmes vivons quotidiennement, dans la rue, à notre travail, partout. »⁴⁰ En détruisant le centre, les autorités mettent fin à une structure qui répond à un « besoin social » : « Ce local répondait à un besoin pour les femmes désireuses de s'organiser, de discuter de leurs problèmes, de leur insertion dans la société mâle qui les subordonne constamment. On l'a constaté par la participation considérable enregistrée ces derniers mois. »⁴¹

Conclusion

L'histoire du « Centre Femmes » aux Grottes est emblématique malgré le fait que ce centre n'ait eu, en fin de compte, qu'un succès très relatif. L'occupation du Café Papillon représente en effet les pratiques typiques du mouvement des femmes de seconde vague. Ces formes de contestations sont souvent spectaculaires et médiatisées. Elles rendent compte que « le personnel est politique »,⁴² en visibilisant les rapports de pouvoir existant dans la vie quotidienne.

³⁹ Propos d'une femme du Centre Femmes, Epilogue d'une occupation aux Grottes, le « Centre Femmes » détruit à la pelle mécanique..., La Suisse, 13 août 1976.

⁴⁰ Propos d'une femme du Centre Femmes, L'Administration murée par des femmes en colère !, La Suisse, 13 août 1976.

⁴¹ Epilogue d'une occupation aux Grottes, le « Centre Femmes » détruit à la pelle mécanique..., La Suisse, 11 août 1976.

Malgré le fait que le MLF n'argumente pas clairement pour un aménagement urbain alternatif et contre la destruction du quartier des Grottes, cette contribution a permis de démontrer que par sa pratique, elle fait écho aux mouvements urbains qui prennent naissance à ce moment-là à Genève. Ceci sur deux points principalement : premièrement par le geste d'occuper un local appartenant à la ville et voué à la destruction dans le quartier des Grottes, elles rejouent un scénario qui commence à être connu à Genève et qui le deviendra encore plus par la suite ; deuxièmement en pratiquant un mode de vie solidaire et convivial, entre les femmes elles-mêmes et avec leurs voisin-e-s, elles se rapprochent de la critique de la destruction des liens entre les habitant-e-s faite par les mouvements urbains.

L'occupation du MLF aux Grottes marque le début d'une longue période de vie du mouvement urbain caractérisé par la pratique du squattage à Genève. Suite à plusieurs destructions de lieux occupés, le mouvement va gagner du terrain et progresser dans un contexte de tolérance relative dès les années 1980. Dans les années 1990, Genève sera la ville la plus squattée d'Europe après Copenhague, avec près de 140 bâtiments occupés.⁴³ Depuis 2002 et l'élection du procureur Daniel Zappelli, la tolérance est retombée et les squats disparaissent les uns après les autres. On assiste aujourd'hui à l'émergence de formes nouvelles prises par le mouvement, dont les « squats-refuges » pour les sans-papiers ou les squats « lieux culturels ».⁴⁴

⁴² « Le personnel est politique », « the personal is political », est l'un des mots d'ordre du féminisme de deuxième vague.

⁴³ Squats : de la tolérance à la répression, *Le Courrier*, 31 octobre 2005.

⁴⁴ Interview de Luca Pattaroni, *Swissinfo.ch*, 20 juillet 2007.